

LE DOSSIER

5

La corruption au quotidien

COORDONNÉ PAR **GIORGIO BLUNDO ET
JEAN-PIERRE OLIVIER DE SARDAN**

INTRODUCTION AU THÈME

Deux disciplines ont depuis longtemps dominé les études sur la corruption : la science politique et l'économie politique¹. Et l'on peut s'étonner du peu de travaux socio-anthropologiques existant sur ce thème² : en effet, les données empiriques d'ordre « qualitatif » et « intensif » que peuvent produire l'anthropologie ou une certaine sociologie, à travers observations, études de cas, entretiens approfondis, recensions ou analyses de contenu, sembleraient aptes à procurer une meilleure connaissance des mécanismes de la corruption, comme des représentations et des pratiques des acteurs, connaissance impossible à établir avec les seuls sondages d'opinion et autres questionnaires³.

1. Voir par exemple pour la première : P. Heywood (ed.), *Political Corruption*, Oxford, Basil Blackwell, 1997 ; R. Williams, *The Politics of Corruption Series*, Cheltenham, UK, Northampton, MA, Edward Elgar Pub., 2001 ; D. Della Porta et Y. Mény (dir.), *Démocratie et corruption en Europe*, Paris, La Découverte, 1995 ; pour la seconde : S. Rose-Ackerman, *Corruption and Government. Causes, Consequences and Reform*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999 ; J. Cartier-Bresson, « Éléments d'analyse pour une économie de la corruption », *Revue Tiers-Monde*, 33 (131), juillet-septembre 1992, pp. 581-609.

2. On peut citer les travaux de A. Morice, dont « Corruption, loi et société : quelques propositions », *Revue Tiers-Monde*, 36 (141), janvier-mars 1995, pp. 41-65, et les articles pionniers de V. T. Levine sur le Ghana, notamment « Supportive values of the culture of corruption in Ghana », in A. J. Heidenheimer, M. Johnston et V. T. Levine (eds), *Political Corruption. A Handbook*, New Brunswick, Transaction Publishers, 1990, pp. 363-373.

3. Pour une analyse critique de ces approches et pour une réflexion sur les méthodes socio-anthropologiques appliquées à l'étude de la corruption, voir G. Blundo et J.-P. Olivier de Sardan, « La corruption comme terrain. Pour une approche socio-anthropologique », in G. Blundo, *Monnayer les pouvoirs. Espaces, mécanismes et représentations de la corruption*, Paris, Genève, PUF, IUED, 2000, pp. 21-46.

C'est pour pallier cette carence que notre équipe⁴ a entrepris, il y a deux ans, une vaste enquête socio-anthropologique sur la corruption dans trois pays d'Afrique de l'Ouest, le Bénin, le Niger et le Sénégal, dont les premiers résultats sont présentés dans ce numéro de *Politique africaine*. Alternant enquêtes individuelles et enquêtes collectives (selon le canevas Ecris⁵), dépouillement systématique de la presse et corpus d'entretiens diversifiés, travail de terrain et ateliers ou séminaires collectifs, y compris des séances de restitution auprès d'acteurs-clés dans les trois pays, cette étude, qui a déjà fait l'objet d'un rapport pour les commanditaires⁶, doit mener à une publication ultérieure plus complète.

On trouvera ici une première synthèse des résultats d'ensemble (G. Blundo et J.-P. Olivier de Sardan); des articles sur les principaux secteurs étudiés : les douanes (N. Bako-Arifari), la justice (M. Tidjani Alou), les marchés publics (G. Blundo), et une analyse de la sémiologie populaire relative à la corruption (G. Blundo et J.-P. Olivier de Sardan).

Peut-être n'est-il pas inutile de préciser d'emblée que la corruption est pour nous une « entrée » plus qu'un objet de recherche autonome. En déroulant et en suivant le fil de la corruption, nous débouchons bien évidemment sur la « gouvernementalité », ou la « gouvernance » (dans une acception non moraliste du terme), sur le fonctionnement de l'État et de la « société civile » (que nous nous garderons d'opposer terme à terme), sur les pouvoirs locaux, sur les projets de développement et le rôle de l'aide extérieure, sur la décentralisation, sur l'espace public, etc. De plus, notre acception de la corruption est large : le « complexe de la corruption⁷ », loin d'une définition juridique étroite, regroupe en effet toutes les pratiques illégales, et pourtant répandues, des agents de l'État. Cependant, c'est surtout la « petite corruption », seule véritablement accessible à nos méthodes de travail, car banalisée et généralisée, qui nous a intéressés – la « grande corruption » relevant d'un autre type d'enquêtes, policières ou journalistiques –, même si grande et petite corruption forment à l'évidence un continuum.

Contrairement à certaines opinions répandues, nous pensons que l'étude de l'État en Afrique n'en est qu'à ses débuts, qu'il s'agit d'un thème stratégique pour l'avenir de ce continent et qu'il faut, pour progresser en la matière, beaucoup plus de chantiers empiriques, beaucoup plus d'études et de données de terrain, beaucoup plus de travaux sectoriels, dans un domaine où les généralisations hâtives abondent⁸. C'est un des avantages de cette enquête sur la corruption que de nous avoir obligés à aller dans les détails des procédures d'appel d'offres, des contrôles douaniers ou des mises en liberté provisoire, comme au cœur du langage populaire... Bref, de nous avoir conduits à appréhender « l'État au quotidien⁹ ».

Un mot enfin doit être dit de notre rapport à la lutte contre la corruption. Menant une recherche professionnelle de terrain, nous avons essayé d'être aussi peu normatifs que possible, de ne porter aucun jugement moral sur nos interlocuteurs, en adoptant une attitude « compréhensive » à l'égard de chacun d'entre eux. Il fallait traiter la corruption comme nous traitons la parenté ou les rituels. Toutefois, en amont comme en aval de notre enquête, nous pensons qu'il est possible de concourir à des actions réformatrices efficaces et respectueuses des populations. Nous espérons que nos analyses, en mettant au jour la grande complexité des processus corruptifs et leur enchaînement dans toute une série de pratiques administratives ou sociales courantes, pourront aider à la mise en œuvre de telles réformes et contribuer à la reconstruction du service public en Afrique, loin des injonctions inefficaces, des discours hypocrites et des mesures cosmétiques qui régissent trop souvent la prétendue « lutte contre la corruption » d'un bout à l'autre de ce continent ■

Giorgio Blundo, EHESS (Paris), Shadyc (Marseille)
Jean-Pierre Olivier de Sardan, IRD, Shadyc (Marseille)

4. Il s'agit de N. Bako-Arifari, T. Bierschenk, G. Blundo, M. Mathieu, J.-P. Olivier de Sardan et M. Tidjani Alou ; il faut aussi souligner le travail accompli dans chaque pays par les enquêteurs (en général de niveau maîtrise, et formés sur le terrain à nos méthodes). Les laboratoires et instituts en sciences sociales concernés sont : le Shadyc (EHESS-CNRS, Marseille) ; le Lasdel (Niamey) ; l'IUED (Genève) ; l'Institut d'ethnologie de l'université Gutenberg (Mayence) ; l'IRD (Paris, Niamey, Dakar).

5. Voir T. Bierschenk et J.-P. Olivier de Sardan, « Ecris : Rapid collective inquiry for the identification of conflicts and strategic groups », *Human Organization*, 56 (2), 1997, pp. 238-244.

6. L'étude a été financée par la Commission des Communautés européennes et par la DDC suisse.

7. Voir J.-P. Olivier de Sardan, « L'économie morale de la corruption en Afrique », *Politique africaine*, n° 63, octobre 1996, pp. 97-116.

8. Voir par exemple l'ouvrage récent de P. Chabal et J.-P. Daloz, *L'Afrique est partie. Du désordre comme instrument politique*, Paris, Economica, 1999.

9. Voir le prochain colloque de l'Apad (Association euro-africaine pour l'anthropologie du changement social et du développement), qui se tiendra à Leiden du 22 au 25 mai 2002 sur le thème de « La gouvernance au quotidien en Afrique : les relations entre services publics et collectifs et leurs usagers ».